

# Rösti veut recadrer la SSR, mais la population est partagée

**Mandat de service public** Après le non à l'initiative «200 fr., ça suffit», le débat sur la concession s'enflamme. Notre sondage montre que les attentes populaires divergent.

Florent Quiquerez

La question du prix de la redevance ayant été partiellement réglée dimanche, c'est le périmètre du service public qui est désormais sur la table. Une tache à laquelle s'attelle désormais Albert Rösti en vue de la nouvelle concession prévue pour 2029. Que doit développer la SSR, à quoi doit-elle renoncer? Si le Conseil fédéral a déjà une partie des pistes en tête, un sondage Tamedia (*éditeur de ce contenu*) montre que la population n'est pas toujours raccord avec la vision du Bernois.

Mais avant d'analyser ces résultats, revenons sur la conférence de presse du conseiller fédéral dimanche soir, où on a senti comme un malaise. Alors que le Bernois recommandait le non à l'initiative «200 fr., ça suffit», et faisait donc partie des gagnants du jour, il s'est attiré les foudres d'une partie des opposants, gauche en tête. Vu l'ampleur du score – 62% de non – certains élus estiment que le conseiller fédéral UDC devrait revenir en arrière sur sa volonté de réduire la redevance de 335 à 300 francs.

Interpellé à plusieurs reprises sur ce thème, Albert Rösti a tenu bon. Il a rappelé que cette sorte de contre-projet avait aussi permis d'éviter une acceptation du texte. Pas question pour lui de reculer. Et de tacler PS et Verts qui ont fait un four avec leur initiative: «C'est comme si on décidait de sortir de l'Accord de Paris, parce que le fonds climat a été rejeté par 71% des voix.»

## Un «mécontentement de toutes parts»

Et si le ministre des télécommunications a été chahuté, c'est qu'il a insisté sur la nécessité de rediscuter le mandat du service. Il a notamment pointé des problèmes «d'équilibre et de pertinence» dans les programmes de la SSR. «C'était un sujet de discussion particulièrement fréquent pendant la campagne», a-t-il expliqué, évoquant un «mécontentement de toutes parts.»

Il a ensuite repris les grandes lignes déjà annoncées en 2024 en vue de la nouvelle concession. «À l'avenir, la SSR devra se concentrer principalement sur l'information, la culture et l'éducation, et dans un second temps sur le sport et le divertissement.» Selon lui, l'offre en ligne devrait être en partie limitée et être davantage axée sur les contenus audiovisuels, notamment par égard pour les médias privés.

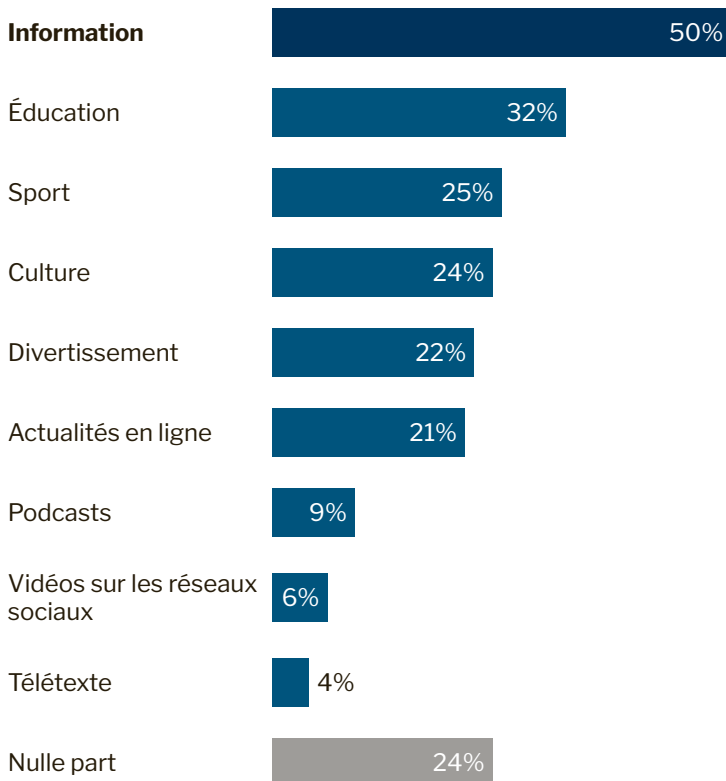
Si la consultation publique sur la nouvelle concession n'est pas attendue avant 2027, elle fait déjà beaucoup parler d'elle: que l'on soit de la droite, du centre ou de la gauche de l'échiquier politique, chacun a son analyse du vote de dimanche. Albert Rösti est condamné à faire des mécontents.

Le sondage Tamedia montre d'ailleurs combien la population est divisée sur le futur du service

## Sondage Tamedia sur la SSR

Concrètement, où la SSR devrait-elle (plutôt) **développer** son offre?

Plusieurs réponses possibles.



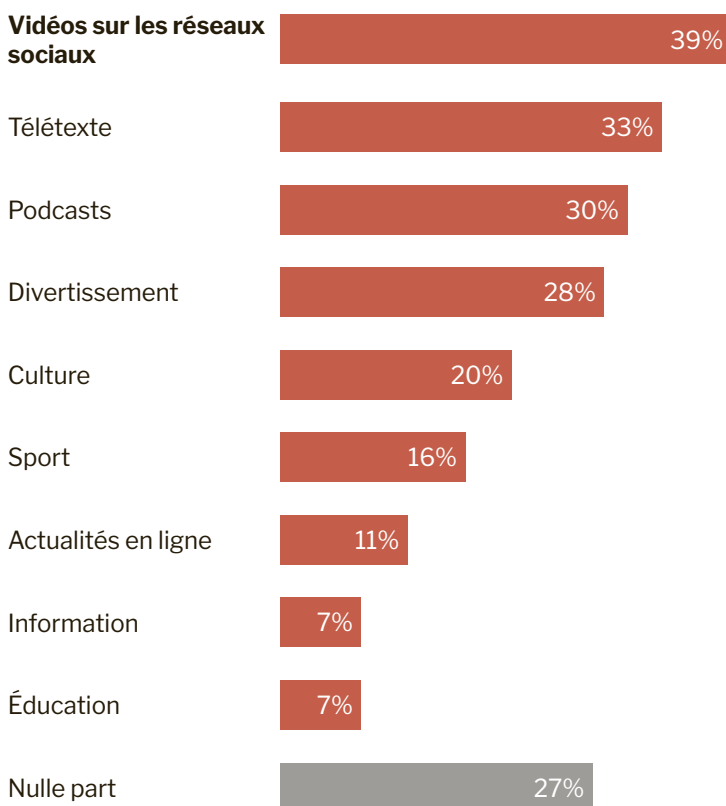
Sondage réalisé du 5 au 8 mars 2026 auprès de 17'788 personnes de toute la Suisse (dont 4686 en Suisse romande). Marge d'erreur du sous-groupe: ±2points de pourcentage.

Graphique: I. Caudullo; Source: sondage «20 Minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas

## Sondage Tamedia sur la SSR

Concrètement, où la SSR devrait-elle (plutôt) **réduire** son offre?

Plusieurs réponses possibles.



Sondage réalisé du 5 au 8 mars 2026 auprès de 17'788 personnes de toute la Suisse (dont 4686 en Suisse romande). Marge d'erreur du sous-groupe: ±2points de pourcentage.

Graphique: I. Caudullo; Source: sondage «20 Minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas



«Il y a des problèmes d'équilibre et de pertinence dans les programmes de la SSR. C'était un sujet de discussion particulièrement fréquent pendant la campagne.»

**Albert Rösti**  
Ministre de tutelle de la SSR

public. Quand on demande aux Suisses ce que la SSR doit développer, 50% répondent l'information. Suivent l'éducation (32%), le sport (25%), la culture (24%) et le divertissement (22%).

Si l'information, comme mission première de la SSR, est plébiscitée quels que soient les partis, régions, classes d'âge, revenus ou formations, ce sont les autres thèmes qui divisent. La gauche veut plus de culture et d'éducation; la droite plus de sport. Et alors que l'idée du Conseil fédéral est de réduire l'offre en ligne, les plus jeunes en réclament d'avantage.

## Pour un changement dans l'offre SSR

Quand on pose la question inverse, à savoir où la SSR devrait réduire son offre, 39% des personnes interrogées citent les vidéos sur les réseaux sociaux, 33% le télétexte, 30% les podcasts et 28% le divertissement. Un quatuor de tête que l'on retrouve dans la plupart des partis, à l'exception de l'UDC qui y ajoute la culture (34%) haut dans la liste de ce qu'on peut limiter.

On notera toutefois qu'un gros quart des sondés (27%) souhaitent ne rien changer. Une moyenne qui cache d'importantes disparités, selon la vision politique des uns et des autres.

Le maintien de l'offre actuelle est défendu par 41% des Verts et 39% du PS. Mais il descend à 32% au Centre, 28% chez les Vert'libéraux et 25% au PLR. Sans surprise, c'est du côté de l'UDC, par ailleurs seul parti à avoir soutenu l'initiative, qu'on réclame un changement cap de la SSR. Le statu quo ne convainc ici que 15% des électeurs.